

# 4 Actualité

## « Animaux et climat, lutttes convergentes »

**ENVIRONNEMENT** Pour l'activiste zurichoise Sarah Heiligtag, qui organise ce samedi à Zurich une marche pour les droits des animaux, antispécistes et écologistes sont davantage alliés que rivaux

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA REVELLO  
@sylviarevello

Militante antispéciste, Sarah Heiligtag a créé le refuge animalier Hof Narr, bien connu en Suisse allemande. Elle fait partie du collectif qui organise samedi à Zurich une marche pour les droits des animaux. Outre la fin de l'exploitation animale, l'événement affiche un autre objectif, la préservation de la planète. Alors que la « cause climatique » occupe le terrain ces derniers mois, les antispécistes font valoir leurs revendications qui, bien souvent, la rejoignent.

### INTERVIEW

intrinsèquement liés: l'élevage est responsable de 14,5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, il nécessite d'énormes ressources en eau et contribue à polluer les sols, de même que l'agriculture intensive. Pour réduire son empreinte écologique, il faut arrêter de prendre l'avion, mais aussi examiner sa consommation de viande et soutenir une agriculture durable. On ne peut pas se battre pour nous sans prendre en compte les animaux.

**L'argument du climat n'était pourtant pas prédominant auparavant, n'êtes-vous pas en train de surfer sur la vague?** Pour certains militants, la souffrance animale reste la priorité absolue, c'est vrai. Ils ne voient pas toujours ce qu'il y a derrière, les effets néfastes sur l'environnement, l'impact des filières bovines. Je tente de ne pas réfléchir

par exclusion. A partir du moment où les raisons éthiques, sanitaires et écologiques de cesser l'exploitation animale convergent, résoudre une problématique en ignorant les autres serait contre-productif.

**Vous attendez quelque 2000 personnes ce samedi, les manifestations pour le climat en rassemblent six fois plus. Pourquoi?** Il y a un effet d'engouement générationnel. Le climat touche tout le monde, il rattrape plus large que notre propos, qui reste encore une niche. Par ailleurs, devenir antispéciste requiert des efforts conséquents, arrêter de manger de la viande est un engagement de tous les jours, pas seulement durant les vacances.

**Quels slogans allez-vous entonner à la Helvetiaplatz?** Nous voulons donner un message aussi positif que possible. Plutôt qu'accuser les bouchers d'être des meur-



SARAH HEILIGTAG  
MILITANTE  
ANTISPÉCISTE

triers, nous rappellerons qu'un autre monde, plus respectueux, plus durable, est possible et que le futur de nos enfants est aussi celui des animaux. Certains activistes écologistes nous rejoindront et tous ne sont pas antispécistes ou véganes. De même, j'ai moi-même participé à plusieurs grèves pour le climat.

**Les actions coups-de-poing, le faux sang, l'exploitation animale comparée à l'Holocauste, c'est terminé?** La provocation est très efficace pour faire réagir les médias mais, à long

terme, ce n'est pas suffisant pour éveiller les consciences. Je me concentre personnellement sur un travail de sensibilisation dans ma ferme végétale, un sanctuaire animalier où vivent des poules, des porcs et des chevaux sauvés de l'abattoir. Lorsque les enfants que j'accueille comprennent qu'un porc n'est pas un animal grégaire et sale mais au contraire doux et intelligent, j'ai gagné. Aucun profit n'est tiré de ces animaux, je m'en occupe jusqu'à leur mort naturelle et tourne avec des cultures maraichères, des cours d'éthique et un système de parainage. Chaque semaine, des paysans m'appellent pour me dire qu'ils veulent changer de voie, que leur travail quotidien les fait souffrir, qu'ils pleurent lorsqu'ils voient un veau séparé de sa mère.

**Votre modèle de ferme est encore rare. Quel est l'état du mouvement**

**antispéciste en Suisse?** Au cours des quatre dernières années, le mouvement a pris de l'ampleur. On questionne la place des animaux dans toutes les strates de la société, des menus véganes sont instaurés dans certaines cantines, le sujet n'est plus tabou, il est pris au sérieux. Mais il reste beaucoup à faire, au niveau politique surtout.

**C'est-à-dire?** L'Etat doit aider financièrement les éleveurs qui le souhaitent à se reconverter dans des fermes véganes et biologiques. Il faut aussi introduire des cours d'éthique à l'école. Notre pays souffre encore de cette image d'Épinal où les vaches seraient libres et heureuses dans les prés. C'est bien évidemment faux, mais beaucoup de gens ne savent pas dans quelles conditions est produite la viande qu'ils achètent sous vide au supermarché ni comment fonctionne la filière du lait.

**Les manifestants pro-climat sont dans la rue depuis plusieurs mois. Vous font-ils de l'ombre?** Je ne vois pas ça comme une concurrence, mais plutôt comme une stimulation. Le fait est que les deux sujets sont

## La mode des plages en ville atteint Lugano

**URBANISME** Après Paris, Berlin et Genève, la capitale financière tessinoise aura-t-elle son étendue de sable en plein centre? Une perspective qui suscite d'ores et déjà la controverse

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LUGANO  
@AMarieDussault

Une plage au centre-ville de Lugano? L'idée a été lancée le premier janvier dernier par Alessio Petralli, linguiste et directeur de la Fondation Möbius qui faisait notamment valoir le succès de la nouvelle plage des Eaux-Vives à Genève. Dans la foulée des grandes villes - Londres, Berlin, Paris, New York... - qui dotent leur centre d'une étendue de sable, le Tessinois imagine une plage le long du Ceresio pour qui veut se baigner, se balader ou prendre l'apéro.



En image de synthèse, ce à quoi pourrait ressembler la plage de Lugano. (TARAS VYSHNYA VLADZETTER)

« Il est important de créer un contact plus étroit entre les citoyens et le lac, et de ranimer la vie en ville », soutient Alessio Petralli, qui invite les autorités municipales à « passer au concret, comme on a su le faire pour l'Université de la Suisse italienne (USI) et le Centre culturel de Lugano (LAC) », deux rêves devenus fleurons de l'orgueil tessinois. Malgré l'enthousiasme suscité par une telle initiative, des difficultés à surmonter en vue de sa réalisation s'annoncent déjà.

### Pas une solution

Si l'idée devait faire son chemin, la Société tessinoise pour l'art et la nature (STAN) pourrait faire recours, prévient son vice-président, Benedetto Antonini. Pour lui, une plage ne représente pas du tout une solution pour « sauver une ville en pleine décadence et en perte de vitesse, estime-t-il, évoquant le déclin de la population et l'écroulement du secteur bancaire. Ce ne sont pas des gens en costume de bain qui vont rendre le centre-ville plus attrayant. »

Selon Benedetto Antonini, la transformation de la rive du lac au centre-ville se heurterait à de nombreux obstacles juridiques, ainsi qu'à des difficultés techniques certaines: « Le lac est loin d'être tranquille, il y a parfois des vents et des vagues terribles qui obligeraient de régulièrement fournir la plage en sable. » L'exemple de Genève ne le convainc

pas davantage: « Les cartes topographiques montrent que, dans le Léman, il n'y a pratiquement pas de dénivellation, tandis qu'ici, les 200 premiers mètres du rivage se caractérisent par une pente de 50%. Pour le confort d'éventuels baigneurs, il faudrait une montagne de matériel. »

### « Il est important de créer un contact plus étroit entre les citoyens et le lac »

ALESSIO PETRALLI, LINGUISTE ET DIRECTEUR DE LA FONDATION MÖBIUS

Lors d'un récent débat à la Bibliothèque cantonale de Lugano, Urs Lüchinger, géologue et président de Federpesca Ticino, faisait effectivement valoir que, en raison de contraintes géologiques, une plage ne peut surgir n'importe où. « Par

exemple, une portion du lac héberge l'écosystème le plus complexe du Ceresio; ailleurs, la dénivellation passe abruptement de 5 à 20 mètres. » Selon lui, deux tronçons, de 150 et 180 m respectivement, seraient adéquats pour accueillir une « rive naturelle accessible à la population. »

Architecte paysagiste de renommée internationale, Andreas Kipar préfère le concept anglophone de *waterfront*, « qui va au-delà de la plage ». « Il s'agit de se réapproprier l'espace public, d'envisager un bord de l'eau comme une somme d'espaces à vivre ensemble », indique-t-il.

A Lugano, il faut penser la ville et le bord du lac dans dix, trente ou cinquante ans, en tenant compte du problème principal, le trafic dément sur la route qui longe le Ceresio, relève Luca Gambardella, directeur de l'Institut Dalle Molle de recherche en intelligence artificielle (ISDEA). Dès 1957, l'architecte Mario Botta parlait de faire passer la route par un tunnel, plaçant également les stationnements sous terre, rappelle-t-il. « L'idée

paraissait complexe et coûteuse à l'époque mais, aujourd'hui, nous disposons de nouvelles ressources. » L'intelligence artificielle pourrait donner un coup de pouce, « par exemple pour rapidement formuler des hypothèses, simuler et évaluer des scénarios, ou encore contrôler le trafic avec des feux de circulation intelligents. »

### Un maire tiède

Quant à Marco Borradori, le maire de Lugano (Ligue des Tessinois), s'il salue « le courage et la puissante idée d'Alessio Petralli qui a ouvert la voie pour discuter le futur de la rive du lac à Lugano », il se déclare « tiède et sceptique » à l'idée d'une plage. Le syndic précise qu'il ne « partage qu'à 30% cette perspective, qui banaliserait le territoire de la ville ». Il estime néanmoins que le trafic le long du lac doit être modéré et que le bord de l'eau doit être rendu plus accessible aux piétons. Dans cette optique, il a promis que « des solutions créatives allant de ce sens », fruits d'une étude commandée par la ville, seront bientôt présentées. ■

## Les multinationales de retour au cœur du débat

**DROITS DE L'HOMME** Face à l'initiative pour des multinationales responsables, le gouvernement change de tactique. Sans convaincre les initiateurs

BORIS BUSSLINGER  
@BorisBusslinger

La rentrée politique commence comme elle s'était terminée: en parlant de l'initiative pour des multinationales responsables. Particulièrement controversé, le projet exige que les entreprises domiciliées en Suisse obligent leurs filiales à respecter les droits humains et standards environnementaux internationalement reconnus, à défaut de quoi les victimes pourraient porter plainte en Suisse. Le texte a été refusé en 2007 par le Conseil fédéral, qui n'a pas proposé de contre-projet.

Deux ans plus tard, la proposition est dans les mains du parlement, où les discussions autour d'un contre-projet s'intensifient. Or, bien que moins radical que l'initiative en termes de responsabilité des entreprises, ce second texte irait « également trop loin », selon les sept sages. Pour infléchir les discussions dans son sens, le gouvernement a promis mercredi d'élaborer « en temps utile » un « projet de rapports de durabilité inspiré de la réglementation de l'UE ». Les initiateurs ne sont que peu impressionnés.

« Nous prenons bonne note de cette manœuvre », réagit Rahel Ruch, la cheffe de campagne du comité d'initiative. Mais pas plus: « Cette nouvelle tactique n'est clai-

rement pas suffisante pour que nous retirions notre initiative, dit la Bernoise. La proposition obligerait uniquement les multinationales à faire un rapport annuel. Et encore. La règle « comply or explain », (respecter la règle ou expliquer pourquoi ce n'est pas le cas) pourrait même en exonérer certaines d'entre elles. Pour nous, il est important d'aller plus loin, et que les multinationales soient tenues pour responsables de leurs abus. »

### Beaucoup de nervosité

La nouvelle tactique du Conseil fédéral laisse l'activiste de marbre: « Il y a vraisemblablement beaucoup de nervosité sur le dossier pour que, deux ans après son message, le Conseil fédéral propose soudainement de nouvelles accommodations », juge-t-elle. D'autant qu'en parallèle, le parlement presse le pas dans l'autre sens. Ce mercredi, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats s'est en effet ralliée au contre-projet indirect du Conseil national et a recommandé – pour la deuxième fois – d'entrer en matière sur ce dernier. Les sénateurs devraient se pencher sur le sujet durant la session de septembre.

« Si le contre-projet indirect est accepté par les deux chambres en l'état (seules les grandes entreprises seraient touchées et la responsabilité civile se limiterait aux filiales juridiques des groupes), on peut toujours envisager de retirer l'initiative, dit Rahel Ruch. Mais certainement pas pour cette idée du Conseil fédéral. » ■

## EN BREF

### Excédent prévu de 2,8 milliards

La Confédération devrait clore l'année 2019 avec un excédent de 2,8 milliards de francs au lieu du 1,2 milliard budgété. Les recettes de l'impôt fédéral et de l'impôt anticipé dépassent le montant prévu au budget, indique mercredi le Conseil fédéral. Le gouvernement explique aussi cette différence par une réduction des dépenses. Elles devraient être inférieures de 1,3% aux prévisions. Par ailleurs, des recettes extraordinaires de 490 millions de francs sont attendues, selon la première extrapolation pour l'année en cours. ATS